



Mandat du SÃ?UO ; objectifs atteints ou rÃ?aves lointains ?

Description

CrÃ©dit visuel : Nisrine Nail Ã? Directrice artistique

Entrevue rÃ©alisÃ©e par MilÃ©na Frachebois Ã? Cheffe du pupitre ActualitÃ©s

ChargÃ© de dÃ©fendre les intÃ©rÃ©ts et d'amÃ©liorer la vie des Ã©tudiant.e.s de premier cycle, le Syndicat Ã©tudiant de lâ?UniversitÃ© d'Ottawa (SÃ?UO) est composÃ© de onze membres, dont sept qui siÃ©gent au comitÃ© exÃ©cutif. Tim Gulliver, qui y est commissaire Ã la revendication depuis le printemps 2020, fait aujourd'hui le bilan de son mandat et rÃ©pond aux questions entourant lâ?organisation.

En 2019, [les accusations](#) ÃnoncÃ©es Ã lâ?encontre de la FÃ©dÃ©ration Ãtudiante de lâ?UniversitÃ© d'Ottawa (FÃ?UO) ont menÃ© Ã la rÃ©siliation de lâ?entente de lâ?UniversitÃ© avec celle-ci. Le SÃ?UO lâ?a alors remplacÃ©e, promettant un nouveau dÃ©part aux Ã©tudiant.e.s souhaitant Ãatre reprÃ©sentÃ©.e.s.

La Rotonde (LR) : Quel est le mandat du Syndicat, et quel est son rÃ?le Ã lâ?UniversitÃ© ?

Tim Gulliver (TG) : On est surtout lÃ pour amÃ©liorer la vie et lâ?expÃ©rience Ãtudiante, et cela se fait de plusieurs faÃ§ons. D'abord, en luttant d'un point de vue politique pour des changements qui vont aider les Ã©tudiant.e.s. En respectant le principe de lâ?intersectionnalitÃ©, on vise lâ?ÃquitÃ© [Ã?].

Il y a aussi lâ?amÃ©lioration d'un point de vue social. ÃvÃ©nements, rassemblements ; c'est une autre faÃ§on d'amÃ©liorer la vie Ãtudiante. Nous luttons aussi pour les droits des groupes minoritaires, afin qu'ils se sentent plus visibles. Nous avons par exemple un [poste de] commissaire Ã lâ?ÃquitÃ©, une commissaire aux affaires francophones, et une commissaire aux services aux Ã©tudiant.e.s qui supervise nos treize services au SÃ?UO. On veut s'assurer que les gens qui ont besoin d'un groupe qui lutte pour eux.elles, ont un syndicat pour les reprÃ©senter.

LR : Quelles sont vos fonctions au sein du SÃ?UO ?

TG : Mon mandat porte principalement sur les affaires universitaires ainsi que les relations externes avec différents gouvernements et autres mouvements ou organismes communautaires, qui pourraient appuyer nos causes et auxquels on pourrait s'allier. Donc, c'est plus centré sur les affaires universitaires. C'est très politique.

La COVID-19 a changé tous les projets et les priorités de l'année, ce qui a attiré beaucoup de notre attention. Au début, beaucoup d'inquiétudes sont survenues concernant l'accessibilité à l'enseignement virtuel ; ces craintes existent toujours aujourd'hui. On parle de la capacité des gens à avoir un portable avec une caméra pour qu'ils/elles puissent accéder à leurs cours et parvenir aux nécessités et obligations imposées par les professeurs.

On a parlé avec l'Université d'Ottawa pour améliorer l'expérience étudiante à ce sujet, mais il y a beaucoup de chemin à faire. On a aussi discuté de [Respondus](#), le logiciel de surveillance mis en place pour les examens, car il y a quelques craintes concernant la confidentialité, l'absence [de la plateforme]. Il existe aussi des craintes concernant l'anxiété, car cela est différent de l'expérience normale ; dans une salle on ne te fixe pas pendant trois heures, on ne te *flag* pas, on te soupçonne pas constamment de triche.

On travaille beaucoup à l'amélioration de l'[apprentissage virtuel](#). On a déjà eu deux sessions de cours, et pourtant il y a encore beaucoup de problèmes. On suit le travail de l'Université, on veut voir ce qu'ils font, et on veut proposer un point de vue étudiant pour s'assurer que les projets reflètent réellement les étudiants.e.s.

Un autre dossier mené par Babacar avec l'aide de notre commissaire à l'équité, c'est l'enjeu du racisme sur le campus, surtout avec [la controverse](#) concernant l'emploi du mot en N dans un cours récemment. Ce débat concernant le rôle des protections sur le campus, sur la discrimination systémique auxquelles les étudiants.e.s noirs et autochtones font face, est le dossier qui tombe sous le parapluie des affaires universitaires. Mais c'est surtout le président et la commissaire à l'équité qui travaillent là-dessus.

LR : Depuis ses débuts, quelles mesures concrètes le SŪO a-t-il mises en place ?

TG : Je pense que notre plus grande réalisation, c'est qu'on a rebaptisé un syndicat étudiant qui s'est effondré, et ça, ça prend plusieurs années. Je pense que c'est un accomplissement exceptionnel, peu importe le point de vue politique des différents membres du Syndicat, ou la manière dont les membres sont impliqués.e.s. Tout le monde a le bien du SŪO à cœur et ça se voit. On a aussi baptisé un syndicat sur les principes d'équité et de transparence.

On a aussi réussi à provoquer des changements sur certains dossiers universitaires. L'Université nous a parfois écoutés, et quand elle ne nous a pas appuyés ou n'a pas implémenté nos suggestions, on a au moins réussi à sensibiliser beaucoup d'étudiants.e.s sur certains sujets. C'est important pour rendre la démocratie sur le campus meilleure et plus forte.

Les seules pressions qui vont affecter leurs décisions sont les gens qui ont de l'argent et qui font des dons. Notre rôle c'est d'être un contrepoids à cela. On a fait beaucoup de travail [concernant le] racisme ; on a aussi démontré les différents problèmes et formes

dâ??oppressions auxquelles font face les Ã©tudiant.e.s noir.e.s et autochtones sur le campus. Lâ??UniversitÃ© doit agir lâ?-dessus, et sans un syndicat Ã©tudiant, je ne sais pas si les choses se passeraient de la mÃªme faÃ§on. Je pense quâ??on a rÃ©ussi Ã sâ??affilier aux syndicats dâ??autres universitÃ©s, dâ??autres provinces, afin de lutter pour des changements Ã un niveau provincial, sachant que lâ??union fait la force.

LR : Vous dites avoir rÃ©ussi Ã faire des changements sur des dossiers universitaires, auriez-vous des exemples ?

TG : La derniÃ¨re Ã©quipe exÃ©cutive, en collaboration avec dâ??autres groupes Ã©tudiants, a rÃ©ussi Ã se faire une place sur la table du comitÃ© du recteur pour un campus antiraciste. Ils ont Ã©tÃ© en collaboration avec des reprÃ©sentants au Bureau des gouverneurs par exemple. On a rÃ©ussi Ã transformer ce comitÃ©-lÃ en un comitÃ© dâ??action. Pas juste aviseur, mais qui avec son propre mandat pour entraÃªner des changements sur le campus.

En ce qui concerne la santÃ© mentale, on a fait beaucoup de consultations et on travaille sur un rapport de suggestions qui, on lâ??espÃ¨re, sera pris en considÃ©ration par lâ??UniversitÃ©. Pour Respondus, on a rÃ©ussi Ã faire des changements tangibles, et grÃ¢ce Ã nos efforts en collaboration avec le gouvernement Ã©tudiant reconnu, trois facultÃ©s ont dÃ©cidÃ© de ne pas lâ??utiliser dans leurs cours. Cette sensibilisation aux craintes soulevÃ©es par les Ã©tudiant.e.s a dÃ©couragÃ© beaucoup de professeur.e.s Ã sâ??en servir. Dans le cas oÃ¹ Respondus est tout de mÃªme utilisÃ©, on sâ??assure que cela se fasse dans le respect des droits acadÃ©miques et lâ©gaux des Ã©tudiant.e.s.

LR : Quel est le plus gros projet sur lequel travaille le Syndicat en ce moment ?

TG : Le plus grand projet pour moi, câ??est la campagne dâ??amÃ©lioration Ã lâ??enseignement virtuel. Mes collÃ¨gues ont dâ??autres gros projets aussi, autour dâ??autres enjeux majeurs : la santÃ© mentale et le racisme. Je ne veux pas quâ??on priorise une chose par rapport Ã une autre, les projets sont tous importants.

Sur lâ??apprentissage virtuel, on a Ã©coutÃ© les Ã©tudiant.e.s qui ont soulevÃ© ces derniers mois beaucoup de craintes et dâ??inquiÃ©tudes. Je suis conscient du fait que les Ã©tudiant.e.s paient les mÃªmes frais de scolaritÃ© pour une Ã©ducation de qualitÃ© infÃ©rieure pendant une crise Ã©conomique. Je pense que cela en dit gros sur les prioritÃ©s de lâ??UniversitÃ© et des gouvernements.

Au moins, si on nous oblige Ã payer les mÃªmes frais de scolaritÃ©, faisons des changements, des amÃ©liorations. Nos recommandations se rÃ©sument en trois volets. Dâ??abord, une recommandation vise Ã implÃ©menter un rÃ©glement acadÃ©mique qui oblige les professeur.e.s Ã terminer leur cours au temps normal pour que les Ã©tudiant.e.s ne sentent pas quâ??il y a plus de travail [puisque] les professeur.e.s enseignent parfois au-delÃ du temps maximum, quâ??il sâ??agisse de cours synchrones ou asynchrones, et cela nâ??est pas acceptable. Les Ã©tudiant.e.s nous ont dit que la charge de travail avait nettement augmentÃ© pendant la COVID-19. Ils.Elles trouvent quâ??il y a beaucoup plus dâ??Ã©valuations [â?], et certain.e.s ont des *quizz* chaque semaine dans plusieurs cours. Nous encourageons les professeur.e.s Ã garder les choses flexibles.

Ensuite, les Étudiant.e.s qui ne vivent pas à Ottawa, ou internationaux.ales, ont de la misère à suivre des cours synchrones. Nous voulons donc que ces cours soient enregistrés [à?]. Chaque cours devrait être accessible aux Étudiant.e.s qui vivent en France, en Arabie saoudite ou en Australie. On veut aussi que les Étudiant.e.s puissent voir d'avance sur uOzone si les cours sont synchrones ou non pour le semestre prochain.

En reconnaissance de la difficulté de ce semestre et des lacunes de l'enseignement virtuel, nous demandons un système de notation optionnel satisfaisant ou non satisfaisant. Nous voulons le même système que Carleton a reçu, qui est selon nous très pragmatique. Cela montrerait que l'Université est sensible aux problèmes et aux défis auxquels les Étudiant.e.s font face en ce moment.

LR : Le syndicat semble être assez impopulaire en ce moment. D'après vous pourquoi ? Et comment comptez-vous y remédier ?

TG : C'est difficile d'avoir un aperçu de ce que tout le monde pense. On a récemment fait un sondage pour avoir une idée de ce que les Étudiant.e.s veulent [à?]. On nous a attribué des scores, et soumis des propositions sur ce qu'on pourrait faire. On va utiliser ce *data* pour avoir une idée de ce que les Étudiant.e.s veulent de notre part.

J'essaie de préparer un rapport sur ces résultats pour le prochain conseil d'administration. On va avoir une discussion franche sur ce qu'il se fait de bien, et sur ce qu'il faut améliorer. Je veux travailler pour les Étudiant.e.s sans cesse, et on va travailler pour avoir leur confiance.

Il y a deux groupes avec lesquels on doit travailler en ce qui concerne la communication. D'abord les premières années, car ces nouvelles.elles Étudiant.e.s dont la majorité n'ont jamais été sur le campus, doivent savoir que nous existons et que nous les représentons. Ensuite, on doit continuer à travailler à impliquer davantage les Étudiant.e.s internationaux, qui se sentent très isolés.e.s. Ils.Elles ne connaissent souvent pas les processus, et ne savent pas comment naviguer dans le système de l'Université.

Aussi, les clubs sont déjà organisés. Avec leurs président.e.s, ils sont déjà organisés en communautés. Je veux qu'on s'allie avec toutes ces mini-communautés pour former une grande communauté. Nous avons fait beaucoup de progrès en ce qui concerne la communication cette année, et on doit continuer.

LR : Lors de l'assemblée générale (AG), pourquoi le sujet de la différenciation entre F&UO et S&UO a-t-il été amené ?

TG : Je pense qu'il y a beaucoup d'Étudiant.e.s qui ont été déçus.e.s de ce qu'il s'est passé avec la Fédération étudiante. Les allégations concernant la fraude, le manque d'éthique et de transparence [du F&UO] ont terni l'image du gouvernement Étudiant [à?].

Je pense que ce que nous voulions faire de façon explicite, c'est être différent. Nous sommes une organisation plus intégrée, plus éthique, plus transparente, et on va suivre les règles. Quand les Étudiant.e.s nous donnent leurs cotisations, ils.elles vont savoir où va aller l'argent, et vont avoir confiance en nous pour que l'argent soit bien géré. Ce n'est pas pour dire que la F&UO était un désastre complet, il y a eu de bonnes initiatives. N'oublions pas que beaucoup de nos

services sont pareils que ceux de la FÃ©dÃ©ration : on veut rouvrir Pivik et CafÃ© Alt bientÃ´t par exemple. Nous devons continuer les choses qui se sont bien dÃ©roulÃ©es dans la FÃ©UO tout en expliquant aux Ã©tudiant.e.s que nous sommes un nouveau syndicat, et que nous allons faire les choses diffÃ©remment.

LR : Avez-vous une idÃ©e de quand vont ouvrir Pivik et CafÃ© Alt ?

TG : CafÃ© Alt, cela ne sera pas avant la fin de la COVID-19, car il n'aurait pas assez de clientÃ©le. Pour Pivik, nous faisons de notre mieux pour lâouvrir.

Il y a beaucoup de barriÃ©res, mais nous allons bientÃ´t embaucher une directrice des entreprises qui va dÃ©dier son temps lÃ -dessus. Nous ne pensons pas pouvoir ouvrir en janvier 2021 comme nous lâavons planifiÃ© parce qu'il y a eu des dÃ©lais hors de notre contrÃ©le. Mais nous faisons de notre mieux pour ouvrir avant la fin de notre mandat.

LR : Pensez-vous qu'il y a une rÃ©elle diffÃ©rence entre les deux syndicats et en quoi ?

TG : En ce qui concerne le SÃ©UO, son objectif est d'Ãªtre plus Ã©thique, intÃ©gre, transparent. Ce sont les Ã©tudiant.e.s qui vont devoir surveiller notre progrÃ©s et s'assurer que Ã§a se rÃ©alise.

En ce qui concerne nos services et nos luttes, je pense que c'est juste une continuation du mouvement Ã©tudiant [Ã©!]. Je ne veux pas trop parler des diffÃ©rences car c'est risquÃ©.

LR : ConsidÃ©rez-vous que vos objectifs personnels et ceux du Syndicat ont Ã©tÃ© atteints ?

TG : Je suis une personne impatiente. Bien que je sois content du travail accompli et des changements rÃ©alisÃ©s, je veux continuer Ã© changer les choses. L'apprentissage virtuel est une bonne opportunitÃ© pour lâUniversitÃ© de dÃ©montrer qu'ils ne sont pas simplement prÃ©ts Ã© nous Ã©couter, mais aussi Ã© nous entendre et Ã© agir.

On s'en va dans la bonne direction mÃªme s'il y a des choses qu'on peut faire mieux. En gÃ©nÃ©ral, lâobjectif c'est d'avoir un syndicat Ã©tudiant qui fonctionne pour les Ã©tudiant.e.s, et qui a la confiance de tou.te.s [Ã©!]. Beaucoup de syndicats ont ce problÃ©me-lÃ©, et sont perÃ©us comme corrompus, ou qui n'en font pas assez pour les Ã©tudiant.e.s.

On continue la progression : on a eu un peu plus de 300 personnes Ã© notre AG, il y a beaucoup plus d'engagements [avec la communautÃ© universitaire], et plus d'Ã©tudiant.e.s se sentent reprÃ©sentÃ©.e.s. On a commencÃ© Ã© amorcer le travail de regagner la confiance des Ã©tudiant.e.s et j'en suis fier. Tout ne se passe pas comme on le veut, mais nous sommes des Ãªtres humains, on apprend de nos erreurs et on essaie de s'amÃ©liorer.

Au niveau universitaire, pour Respondus, il y a eu quelques victoires, mais on n'a pas eu tout ce que nous voulions car on voulait que lâUniversitÃ© n'utilise pas du tout le logiciel. On doit continuer lÃ -dessus. Niveau santÃ© mentale, nous sommes en crise ; il faut implÃ©menter des solutions. Exclu.e.s du comitÃ© de la santÃ© mentale, on a Ã©tÃ© d'Ã©s.u.e.s, car en tant que porte-paroles des Ã©tudiant.e.s du premier cycle, on pensait mÃ©riter notre place Ã© cette table. On prÃ©pare donc notre rapport alternatif avec nos recommandations ; on a trouvÃ© une solution plus crÃ©ative pour reprÃ©senter les Ã©tudiant.e.s.

LR : Qu'est-ce que le SAUO pourrait faire de plus ?

TG : Je pense qu'il faut toujours trouver plus de façons de communiquer avec le corps Étudiant pour qu'il sache qui nous sommes. Nous devons continuer à tisser ou à bâtir des liens avec les clubs, puisque souvent les Étudiant.e.s qui ne participent pas au syndicat Étudiant mais veulent quand même s'engager dans la communauté, le font en participant à un club. Il faut continuer à utiliser les ressources et la créativité des Étudiant.e.s pour créer des mouvements pour certains enjeux et pousser pour plus de changements.

J'aimerais personnellement dans mon mandat qu'on continue à avoir une forte loi au sein des groupes pancanadiens auxquels nous sommes affiliés.e.s. Les changements en ce qui concerne l'aide financière ou la qualité de l'éducation se font au niveau provincial ou fédéral. Le Syndicat doit donc commencer par être respecté au sein de ces groupes, pour avoir de l'influence sur les décisions faites par les gouvernements [à?!]. Il faut savoir comment travailler avec eux de façon constructive car au final des changements à moitié, c'est mieux que rien. J'aimerais à ça, je veux qu'on soit très actifs sur le campus. Mais je veux aussi qu'on soit très pragmatiques quand nous parlons des représentants.e.s gouvernementaux, et des progrès doivent être faits là-dessus.

LR : Auriez-vous quelque chose à rajouter ?

TG : Je demanderai juste que les Étudiant.e.s continuent à s'impliquer dans le Syndicat. J'aimerais qu'ils.elles reconnaissent qu'on ne s'implique pas dans nos règles pour l'argent. On travaille fort pour eux.elles, et on a des bonnes intentions.

Si des choses peuvent être améliorées, les gens doivent nous le dire et nous le prendrons en considération. Je fais un appel à plus d'implication, d'engagement pour un syndicat plus fort et plus organisé.

Date de création

29/11/2020

Auteur

actualite